

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article785>

MODEMAS : Soyons solidaires des propos d'Elie DOMOTA

- Dossier spécial LKP - Pa manyé Domota ! -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 9 mars 2009

Mis à jour le : samedi 21 mars 2009

UGTG.org

[[Garcin MALSA {PNG}](#)] SOYONS SOLIDAIRES DES PROPOS D'ELIE DOMOTA

NOUS NE LAISSERONS PAS LES BEKES RETABLIR L'ESCLAVAGE

Le jeudi 5 mars 2009, le leader du LKP Elie DOMOTA tenait les propos suivants : *"Soit ils appliqueront l'accord, soit ils quitteront la Guadeloupe ... "Nous sommes très fermes sur cette question là. Nous ne laisserons pas une bande de békés rétablir l'esclavage" ...* à l'adresse des patrons de l'île réfractaires à l'accord prévoyant une augmentation salariale mensuelle de 200 euros.

Aussitôt le procureur de la république française en Guadeloupe a indiqué qu'il ouvrait une enquête judiciaire contre Elie DOMOTA pour *"provocation à la discrimination, à la haine et à la violence contre des personnes ou des catégories de personnes en raison de leur origine ou en raison de leur appartenance ou de leur non appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion, visant notamment et spécifiquement les personnes désignées par le vocable Béké et les entreprises que ces personnes dirigent"* ajoutant que cette enquête viserait également le délit de *"provocation à l'extorsion de signature par contrainte s'agissant des accords dits Jacques Bino"*

Les propos du procureur de la république en poste en Guadeloupe ne sont que la traduction du mépris et de l'arrogance viscérale des représentants de l'Etat français envers nos peuples tout comme l'a été le récent comportement des békés en Martinique.

En effet, ce vendredi 6 mars 2009 4 membres bien connus de cette caste béké Frédéric DE REYNAL, Bernard DE GENTIL, Roger DE JAHAM et Jean François HAYOT, avec la complicité de l'Etat français, viennent de faire ostensiblement la démonstration de leurs méthodes esclavagistes en organisant avec l'autorisation du préfet ancien locataire déchu du sieur Alain HUGUES DESPOINTES bien connu pour ses propos racistes à l'encontre des nègres, une contre manifestation dans le but d'intimider les travailleurs martiniquais et de les contraindre à reprendre le travail.

Dès lors, l'annonce de repréailles par les magistrats représentant la justice française en Guadeloupe à l'encontre d'un militant qui a su incarner les valeurs et revendications du peuple guadeloupéen face à la « pwofitasyon » des gros patrons au premier rang desquels se trouvent les békés alliés séculaires de l'Etat français, n'a donc rien de surprenant.

En conséquence Le MODEMAS se solidarise avec le leader du LKP.

Son Président :

[-] reprend à son compte les propos du représentant du LKP qui se justifient dans le contexte actuel et qui sont en adéquation avec le comportement constant de la caste béké vis-à-vis de nos peuples dont l'exploitation pluri-séculaire lui a permis d'ériger des richesses grâce auxquelles certains de ses membres se retrouvent aujourd'hui à la tête d'un empire financier.

[-] met en garde l'Etat français contre toute velléité de répression de style colonial à l'encontre de ceux qui se battent pour la dignité et le respect dus à ces peuples meurtris et en lutte pour leur existence au monde et qui viennent de signifier aux békés que le temps de l'esclavage est terminé et que leur réveil marque l'avènement du temps de la réparation.

Le samedi 7mars 2009

G. MALSA

Président du MODEMAS